

Pages de gauche

MENSUEL D'OPINIONS SOCIALISTES INDÉPENDANT

ÉDITORIAL

Chine, 60 ans de dictature

Les médias, y compris de gauche, ont cru bon célébrer ces derniers temps les 60 ans de la Révolution chinoise. Il n'est pas inutile de rappeler quelques faits à propos du prétendu "socialisme" chinois.

1. Le Parti communiste chinois (PCC) dirigé par Mao Zedong arrive au pouvoir en 1949. Dès le départ c'est une dictature de type stalinien qui est mise en place par le PCC afin d'étendre son emprise sur la Chine. Une nouvelle classe bureaucratique prend le pouvoir et règne par l'intimidation et la coercition.

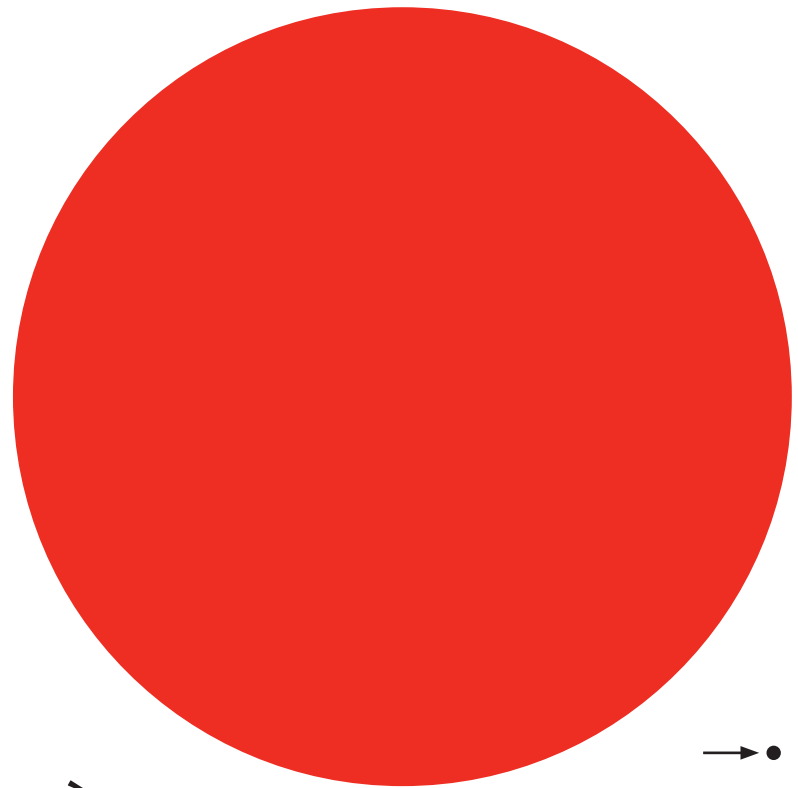
2. Mao lance entre 1958 et 1960 une campagne d'industrialisation massive et de collectivisation agricole, alors que les besoins de base de la population ne sont pas satisfaits. Le résultat de ce «Grand Bond en avant»? La plus grande famine du XX^e siècle avec 30 millions de mort-e-s.

3. Afin de réaffirmer son autorité sur le Parti, Mao lance en 1966 la «Grande révolution culturelle prolétarienne» qui mobilise des millions de jeunes fanatisé-e-s (les gardes rouges) afin de détruire les «vieilles» c'est-à-dire la culture traditionnelle, la religion, les intellectuel-le-s. Le pays est au bord de la guerre civile à la mort de Mao en 1976.

4. Les «réformes» de Deng Xiaoping ont visé à accroître l'accumulation du capital en Chine, ceci au prix d'une répression violente du mouvement démocratique (massacre de la place Tien An Men en 1989) et d'un contrôle policier massif. Le goulag chinois, les *laogai*, comptent plusieurs millions de prisonnières-ers: militant-e-s des droits humains, des minorités nationales, syndicalistes, etc.

La Chine populaire n'est pas et n'a jamais été un modèle de socialisme. Le socialisme en Chine est à chercher du côté des luttes sociales immenses mais méconnues et réprimées qui secouent le pays, plutôt que dans les salons dorés du *Politburo* du PCC.

La rédaction



«À travail égal, salaire égal»

La revendication est connue, elle se fait entendre dans le domaine des inégalités de rémunérations entre hommes et femmes pour le même poste, ou lorsqu'il s'agit de rappeler que les conditions de travail doivent être les mêmes pour tou-te-s les travailleuses-eurs sur un même lieu, quelle que soit leur origine. Et pourtant ce principe simple appelle une interprétation plus large.

L'aire du disque rouge ci-dessus est sept cent vingt fois supérieure à celle du point noir que nous signalons d'une flèche. Sept cent vingt, c'est le facteur par lequel il faut multiplier le plus petit salaire versé par Novartis pour obtenir le montant de celui de Daniel Vasella, président du conseil d'administration et directeur général, en 2007. Le chiffre a été maintes fois cité. Sa représentation graphique parle mieux encore. Une seule question: comment est-ce possible?

■ Disparition

L'hommage de *Pages de gauche* à Marek Edelman

Page 3

■ Syndicalisme

Secteur de la construction: contre la démolition des revendications salariales, bâtir la mobilisation

Page 6

■ Histoire

Comment *Apocalypse* fait du prétendu neuf avec du très très vieux

Page 7

CAMARADE CHRONIQUEUR

Ici la rue des Voisins, les socialistes parlent aux socialistes...

La baffe reçue, lors de l'élection du Grand Conseil, par tous les partis politiques genevois, de l'UDC à solidaritéS (les Verts faisant seuls exception) a été sonore. Le PS en a reçu sa part, et une bonne part: il se retrouve à moins de 13% des suffrages. Renvoyés objectivement dans l'opposition, il restait aux socialistes genevois à l'admettre subjectivement. Mais celles et ceux qui l'en pressèrent tôt expédiés dans les ténèbres de la trahison et de la désertion, le PSG a adopté la posture de la "Résistance", avec le "R" majuscule qui sied à l'évocation d'un grand moment de l'histoire: celui où des femmes et des hommes refusèrent de se plier à la logique des faits et du rapport des forces. Or donc, c'est promis: le PSG va résister. Et par quoi va-t-elle se traduire, cette résistance? En se vêtant du costume de Jean Moulin, les socialistes genevois n'empruntent-ils pas un

costume trop grand pour eux, le temps d'une campagne électorale? Après quoi, et quel que soit le résultat de l'élection, on verra bien qui résiste et qui collabore. Qui acceptera et qui refusera d'appliquer les lois plus ou moins scélérates votées par le parlement dont Genève s'est affublée. Qui sera capable d'insoumission et qui nous servira des explications à la Papon: «ils sont les plus forts, on limite les dégâts». Bref: qui construira des prisons et qui y sera détenu.

Pascal Holenweg

La page 2 accueille désormais une chronique libre d'une personnalité externe à la rédaction. Pascal Holenweg, membre du Comité directeur du PS genevois et responsable de sa commission de solidarité internationale, nous fait le plaisir de nous proposer une première série de trois chroniques

L'HUMEUR
DE LA RÉDACTION

Minarets et liberté

Sur la forme, j'ai toujours considéré avec une certaine inquiétude les interdictions en matière de publicité politique. Nos adversaires ont des idées que l'on abhorre et une manière particulièrement désagréable de les faire connaître? Lutter contre cette dernière ne transformera nullement les premières, et ce sont elles qu'il s'agit de combattre. Il en est de même pour la campagne en faveur de l'initiative sur les minarets. Il paraît oiseux de s'effaroucher du caractère choquant de ces fameuses affiches lors même qu'elles sont le fait des joyeux drilles Ulrich Schlüer et Oskar Freysinger. Leurs affiches puent au moins autant que leurs idées.

Quant au fond de l'initiative, il faut le combattre en se gardant d'un réflexe anti-clérical habituellement bienvenu, car s'attaquer à la religion dominante – catholicisme ou protestantisme selon les cantons – n'a pas du tout la même signification que s'en prendre à une religion minoritaire. Le sens d'une pareille attaque est encore davantage transformé lorsqu'il s'agit d'une religion aussi stigmatisée que l'islam, stigmatisation qui a des origines beaucoup plus lointaines et diverses que les attentats de 2001, qui n'ont fait que la renforcer.

Faut-il rappeler que l'une des premières libertés que les constitutants français ou américains ont souhaité garantir était précisément la liberté de religion, écrivant pour les premiers que «nul ne doit être inquiété pour ses opinions, même religieuses», et pour les seconds que le parlement «ne passera aucune loi concernant l'établissement d'une religion ou en interdisant le libre exercice». C'est maintenant aux citoyen-ne-s suisses de réaffirmer fortement ces principes le 29 novembre.

Antoine Chollet



MÉMOIRE

Hommage à Marek Edelman

Un homme de bien vient de mourir en Pologne en ce début du mois d'octobre, Marek Edelman, commandant en second lors de l'insurrection juive du ghetto de Varsovie, du 19 avril au 10 mai 1943 face à la barbarie nazie.

Marek Edelman ne cessa dès après la guerre de 39-45 de se mobiliser pour le bien-être de ses semblables et un monde plus humain. Cardiologue, spécialiste mondialement reconnu dans le domaine du développement des techniques de pontage coronarien, ardent défenseur des droits de l'Homme, militant de *Solidarnosc* au cours des années quatre-vingts, etc.

Nous nous rencontrâmes le 3 mai 2001, jour de la fête nationale polonaise, dans le cimetière juif de la rue Okopowa à Varsovie. Un an plus tard, en septembre 2002, il accepta l'in-

visitation d'un groupe d'amis lausannois. J'étais son chauffeur. Chaque matin, j'allais le chercher en voiture. Nous nous arrêtions en chemin dans un petit bistrot où nous buvions deux ou trois cafés. Il grillait quelques cigarettes tout en sirotant un ou deux verres de whisky *Ballantine's* et se mettait à parler.

Il se revoyait, jeune rebelle de 22 ans, courant à toutes jambes sur les toits des immeubles en feu du ghetto, sous le tir des mitrailleuses allemandes, revêtu de son pull-over rouge. Il affirmait avec force que les insurgés, filles et garçons au plus profond de l'abîme, écrasés par l'angoisse, la faim, la soif, l'épuisement et la maladie, tragiquement abandonnés, condamnés à disparaître, se révoltèrent pour leur dignité, pour lutter jusqu'au bout et mourir debout, pour se battre non pour la vie mais pour



Gazeta Wyborcza

le prix de la vie. Il martelait de sa voix rocailleuse que jamais il ne faut perdre espoir, et que la vie est ce que nous avons de plus précieux...

Merci, Marek Edelman, de nous avoir rappelé, par votre existence et votre action, des valeurs essentielles et des comportements exemplaires qui honorent l'espèce humaine tout entière.

Raymond Durous est enseignant retraité et écrivain

Marek Edelman, 1919-2009

Un socialiste bundiste exemplaire

Durant l'insurrection du ghetto de Varsovie, Marek Edelman était le représentant du *Bund*, un parti socialiste au destin particulièrement glorieux et tragique.

L'Union générale des travailleurs juifs de Lituanie, de Pologne et de Russie («*Bund*») est fondée à la fin du XIX^e siècle. A cette époque, la population juive d'Europe de l'Est constitue un prolétariat exploité en tant que classe ouvrière et discriminé en tant que juif. Le *Bund* est un parti laïc ouvrier, qui s'oppose aux institutions religieuses et à leur rôle conservateur mais défend la culture juive, et surtout le yiddish contre l'hébreu. Socialiste et internationaliste, le *Bund* s'oppose dès l'origine au sionisme, défendant la politique d'une autonomie culturelle nationale en Europe de l'Est. Il organise des milices d'auto-défense ouvrière contre les pogroms que subit régulièrement la population juive. Il

est une des sections constituantes du parti social-démocrate russe (POSDR) qui va mener la Révolution de 1917. Néanmoins, le *Bund* s'oppose aux tendances centralisatrices et autoritaires des bolcheviks (Lénine) et se range donc du côté des mencheviks (Martov).

DÉBOIRES ET RENAISSANCE

Après 1917, le *Bund* disparaît comme organisation autonome en Russie (assimilé de force au Parti communiste) mais il subsiste en Pologne où il est concurrencé d'une part par le Parti communiste qui prônait l'assimilation de la population juive à la culture dominante, d'autre part par les *Poale Zion* (les «ouvriers de Sion») un parti socialiste sioniste.

Après l'invasion de la Pologne par l'Allemagne nazie, le *Bund* est très actif dans la résistance. Néanmoins, la destruction de la population juive européenne conduit à la décimation de ce parti. Malgré le sort tragique des socialistes en

territoire occupé, le *Bund* n'obtient pas de soutien de la part de l'URSS stalinisée. Deux dirigeants du *Bund*, Henryk Erlich et Victor Alter ont même été faits prisonniers et exécutés en URSS sur ordre de Staline en 1943!

Marek Edelman a poursuivi sa vie durant les principes socialistes internationalistes du *Bund* en refusant notamment de s'installer en Israël, et en luttant aux côtés des opprimé-e-s en Pologne.

Romain Felli

Un 1^{er} Mai tragique

Marek Edelman raconte son 1^{er} Mai 1943 dans le ghetto de Varsovie assiégé par les nazis et en lutte: «Le soir a lieu l'appel du 1^{er} Mai. Brefs discours. *L'Internationale*. Le monde entier fête cette journée. Dans le monde entier, à la même heure, sont prononcées les mêmes paroles puissantes. Mais, jamais encore, *L'Internationale* n'a été chantée dans des conditions aussi tragiques, dans un lieu où un peuple est mort et n'en finit pas de mourir. Ces mots et ce chant dont les ruines enfumées renvoient l'écho témoignent que la jeunesse socialiste se bat dans le ghetto et ne les oublie pas face à la mort».

REDISTRIBUTION

Écart salarial: quelques repères



Wikimedia

Évolution du taux d'imposition marginal maximal aux États-Unis, de 1913 à 2009

Les écarts salariaux au cours du XX^e siècle permettent de se figurer assez précisément quelques-unes des tendances à l'œuvre au sein des économies des pays industrialisés. L'exemple le plus frappant à cet égard est sans doute les États-Unis, où l'on constate depuis les années 1970 un approfondissement des inégalités de revenus, après une période d'égalisation des années 1930 aux années 1970. Ainsi, de 1979 à 2004, alors que le premier quintile (le cinquième le plus modeste de la population) a vu son revenu moyen augmenter de

6%, celui des 1% les plus riches a crû de 176% durant la même période. Précisons que, sans surprise, les femmes, les personnes sans formation et les minorités sont massivement sous-représentées parmi ces derniers. Tous les indicateurs montrent que, pendant que la fraction la plus riche de la population américaine voyait son revenu croître de manière très importante, les plus pauvres le voyaient stagner.

Pour comprendre cette transformation, il n'est pas inutile de comparer ces écarts croissants avec la ponction fiscale des plus hauts revenus. À cet égard, c'est l'évolution du taux d'imposition marginal de la tranche la plus élevée qui se révèle pertinente. Aux États-Unis, ce taux est ainsi passé de 90% – ce n'est pas une erreur: 90% – dans les années 1950 à 35% aujourd'hui, se rapprochant des niveaux qui prévalaient juste avant la crise de 1929. La même évolution s'observe en Europe, où ce même taux est passé de 51% en 1995 à 42% en 2008 (moyenne de la zone euro). Un fort taux d'imposition des hauts revenus rend pratiquement inutile toute augmentation des salaires les plus élevés, puisqu'elle sera presque intégralement perçue par le fisc, alors que les abat-

tements fiscaux que nous avons connus ces dernières années incitent au contraire à l'accroissement des écarts salariaux et à l'explosion des hauts revenus.

LA SITUATION SUISSE

Les statistiques suisses en matière de salaires sont, comme beaucoup d'autres, singulièrement incomplètes. Les séries sont trop courtes, les données trop agrégées ou manquantes, la méthodologie parfois aléatoire. On peut toutefois constater que, ces quinze dernières années, l'écart s'est sensiblement creusé. Le revenu brut médian des cadres supérieurs est passé, de 1991 à 2008, de 74'400 à 107'900 frs (+45%), alors que celui des ouvrières-ers non qualifié-e-s régressait de 36'000 à 28'600 frs (-20%), et que le revenu médian passait de 52'000 à 65'000 frs (+25%) pour l'ensemble des salarié-e-s (hors indépendant-e-s). D'autre part, alors que le revenu des contribuables déclarant plus de 200'000 frs de revenu imposable annuel équivalait au revenu des 21% des contribuables les plus modestes en 1991, cette proportion était passée en 2008 à 28%. Les écarts et l'aggravation de la situation en Suisse sont moindres qu'aux États-Unis, mais la tendance, quoique atténuée, demeure la même: on assiste à une répartition de plus en plus inégalitaire des revenus du travail.

Depuis une trentaine d'années, la plupart des indicateurs montrent que, dans les pays les plus riches, la période de resserrement des écarts salariaux qui a suivi la Seconde Guerre mondiale est révolue et que la tendance à l'accroissement des inégalités est à la fois puissante, générale et peu contestée. Les principes démocratiques fondamentaux doivent porter à contester à la fois les inégalités salariales et les hiérarchies qu'elles affermissent et pérennisent. En ce sens, la gauche doit impérativement réaffirmer ses idéaux égalitaires et combattre cette société dans laquelle possession équivaut de manière croissante à existence et à pouvoir

Antoine Chollet

Contre mauvaise fortune rancœur

Sur la place publique suisse, le plus grande partie du débat sur les inégalités tourne autour des disparités de revenu. Beaucoup de personnes qui trouvent par ailleurs les revenus des grand-e-s manageuses-ers ridiculement élevés, respectent les riches qui acceptent de venir chez nous plutôt qu'ailleurs pour nous faire profiter de leur manne. Les disparités de fortune sont pourtant bien plus fortes que celles liées au revenu. Les 0,15% de la population possèdent plus de 20% de la fortune, et les 5% les plus riches possèdent plus de 60% des richesses. Lorsque l'on sait que la base du système capitaliste, c'est la génération de revenus avec la fortune sans besoin de fournir de travail, et lorsque l'on sait que les impôts sur la fortune ou l'héritage sont démantelés dans de nombreux cantons, il y a de quoi avoir une certaine rancœur. SB

Pourquoi tolérer les différences de rémunération?

Il se trouve actuellement bien peu de gens pour contester l'existence même d'écart salariaux. La rémunération différente du même temps de travail, qui crée et maintient solidement les hiérarchies sociales, se voit peu combattue. Le dieu "marché" semble décider tout seul qu'il faut baisser les salaires les plus bas et augmenter les salaires les plus élevés, ceci, chaque fois, afin de maintenir la "compétitivité"! Et la hiérarchie au sein des entreprises apparaît comme naturelle.

DES ÉCARTS NATURELS?

Pourquoi le débat sur les écarts salariaux a-t-il largement disparu? D'une part, la redistribution des richesses – principe qui fonde les institutions de sécurité sociale ou de service public – a disparu au profit de la notion de compétitivité et de l'apologie du choix individuel. D'autre part, la source des inégalités est à chercher dans la production elle-même, c'est-à-dire au sein de l'entreprise. Il s'agit d'un véritable tabou aux yeux des défenseuses-eurs de la "liberté" d'entreprendre.

À la suite des luttes du mouvement ouvrier, l'impôt a acquis dans les pays industrialisés une fonction de redistribution des richesses. Celle-ci peut se réaliser en prélevant l'impôt en fonction des revenus et de la fortune des personnes assujetties afin d'offrir la même prestation à tou-te-s (universalité du service public). Mais la redistribution peut aussi être directe: les recettes fiscales peuvent également être redistribuées en fonction de besoins différents. C'est la logique d'aides ciblées, par exemple sous forme de revenus de base ou de compléments aux revenus.

CORRIGER LES ÉCARTS OU LES COMBATTRE?

De tels mécanismes signifient-ils un renoncement à la résolution du problème à sa source,

qui est et reste l'inégalité des revenus salariaux au sein des entreprises? En d'autres termes: suffit-il de corriger *a posteriori* les écarts, ou faut-il également s'attaquer aux écarts eux-mêmes? L'instauration de salaires minimaux ainsi que de salaires maximaux va dans ce deuxième sens. Il existe également des revendications allant dans le sens d'un contrôle public des salaires. Par exemple, une commission mise en place par Roosevelt en 1942 était chargée d'examiner et d'autoriser les changements de rémunération dans l'économie privée – une partie de la politique du *New Deal* dont on parle bien peu aujourd'hui... L'idée d'indexation obligatoire des salaires (aussi appelée «échelle mobile des salaires») va dans ce même sens d'une réglementation de la manière même dont les employeuses-eurs fixent les rémunérations, et a pour mérite d'éviter le creusement des écarts à défaut de les réduire. Mais le projet pourrait être porté plus avant et comprendre par exemple la notion de salaire maximum national, défendue actuellement en France par le groupe socialiste à l'Assemblée nationale.

La lutte contre les inégalités salariales est aussi nécessairement une lutte pour le contrôle démocratique de l'économie, qui remette en cause les hiérarchies absurdes et le despotisme économique. Il faut également rappeler le principe selon lequel une heure de travail vaut une autre heure de travail indépendamment de la fonction occupée.

De telles propositions paraissent anachroniques à l'époque où l'entreprise n'est qu'une source d'emploi et qu'il semble interdit de dire qu'elle peut aussi créer de la précarité. Gageons que c'est parce qu'elles sont l'avenir que ces idées ne conviennent pas au monde présent!

Romain Felli
Benoît Gaillard

Le chômage

Le chômage est très utile aux entreprises. L'existence d'une «armée de réserve industrielle» permet de faire peur aux travailleuses-eurs qui ont la «chance» d'avoir encore un emploi. Ils-elles modèrent leurs revendications salariales, voire acceptent des baisses de salaires. Lutter fermement contre le chômage, c'est donc lutter pour de meilleurs salaires. Aujourd'hui une mesure est centrale: le contrôle administratif des licenciements. Une entreprise qui fait des bénéfices ne doit pas avoir le droit de licencier. RF

Initiative 1:12

La Jeunesse socialiste suisse a décidé de se lancer dans le débat sur les écarts salariaux avec une initiative demandant le plafonnement, au sein d'une même entreprise, des salaires les plus élevés à douze fois le montant des salaires les plus bas. Ce projet répond directement au scandale provoqué par les rémunérations obscènes des dirigeant-e-s des grandes banques suisses, mais la lutte contre les écarts salariaux doit pouvoir généraliser une critique qui dépasse de très loin les récentes gestulations des Ospel, Vasella, Brabeck et consorts, et n'utiliser ces derniers que comme des révélateurs. Le problème n'est pas lié à ces individus, aussi abjects soient-ils, ou à leur rémunération, mais il est indéniablement structurel, et appelle de ce fait une réponse plus complète que la seule fixation d'un salaire maximal. AC

IMPRESSUM

Abonnement annuel: Fr. 49.-
Abonnement de soutien: Fr. 130.-
Abonnement réduit: (AVS, AI, étudiant-e-s, chômeuses-eurs) Fr. 39.-
CCP 17-795703-3

www.pagesdegauche.ch

Rédaction et secrétariat:
Case postale 7126, 1002 Lausanne
info@pagesdegauche.ch

Rédaction:
Samuel Bendahan (SB), Antoine Chollet (AC), Maurizio Colella (MC), Alain Dilbergot (AD), Romain Felli (RF), Adrien Fontanellaz (AF), Benoît Gaillard (BG), Stéphanie Pache (SP), Line Rouyet (LR), Arnaud Thiéry (AT), Julien Wicki (JW).

Comité:
Olivier Barraud, Valérie Boillat, Michel Cambrosio, Dan Gallin, Dominique Hartmann, André Mach, Pierre-Yves Maillard, Cyril Mizrahi, Stéphane Montangero, Philippe Müller, Chantal Peyer, Eric Peytremann, Géraldine Savary, Alberto Velasco.

Collaborations permanentes:
Grégoire Junod, Salima Moyard, Philippe Mivelaz, Philipp Müller, Christian Vuilloud (Cévu).

Maquette:
Marc Dubois, Lausanne.

Secrétariat de rédaction:
Line Rouyet.

Mise en page:
Benoît Gaillard.

Webmaster:
Kevin Luximon, Lausanne.

Impression:
Imprimerie du Journal de Sainte-Croix

SUISSE

Construction: le patronat montre les crocs. Va-t-il mordre?

Au printemps 2007, la Société suisse des entrepreneurs (SSE), la faïtière patronale de la branche de la construction, déci-

loin d'être excessives, pour les négociations salariales de cet automne: 120 frs d'augmentation du salaire mensuel pour toutes et tous. A titre de comparaison, une augmentation de 100 frs a été adoptée dans le secteur de l'horlogerie, pourtant durement frappé par la crise. Et la construction, elle, résiste plutôt bien. Au deuxième trimestre 2009, l'activité a progressé par rapport au même trimestre 2008 et les perspectives pour le futur sont loin d'être mauvaises; de plus, les plans publics de relance commencent à peine à déployer leurs effets.

visant aucune augmentation de salaire et compromet par là sérieusement une hausse salariale pour 2010». Qu'a donc fait Unia de si «irréfléchi» à l'égard de la «paix du travail»? Une séquestration de la direction de la SSE? Une grève sauvage? A-t-elle menacé de dynamiter un chantier? Non, entre le 1^{er} et le 5 octobre, 3'000 ouvrières-ers ont... prolongé leur pause pour prendre le temps de discuter de ces négociations. On mesure la hauteur de la provocation. La manœuvre de la SSE est tellement grossière qu'elle prêterait presque à sourire. En bondissant sur le moindre prétexte pour rompre les négociations, elle choisit encore une fois l'intimidation pour imposer ses positions. Gageons que les propositions de la SSE, qui doivent tomber d'ici à la fin du mois d'octobre, seront bien éloignées de la revendication légitime des travailleuses-ers. Le 7 novembre, l'assemblée des délégué-e-s de la maçonnerie d'Unia se penchera sur ces propositions. Se laissera-t-elle impressionner par les provocations patronales ou saura-t-elle leur répondre?

LA SSE CHOISIT LA MANIÈRE FORTE

Le 5 octobre, la SSE et les syndicats se retrouvaient à la table des négociations pour entamer les négociations salariales... que la SSE interrompait après quelques heures. Elle dénonçait, dans son communiqué, «[une] provocation et [une] violation des obligations conventionnelles (paix absolue du travail)». Son communiqué précisait ensuite que «compte tenu de son action irréfléchie, Unia renforce la position des membres de la SSE ne

Julien Wicki



Prochaine étape: augmentation des salaires

dait unilatéralement de dénoncer la convention nationale de travail (CNT) pour le 1^{er} janvier 2008. Les mobilisations d'automne 2007 et de janvier 2008 permirent, finalement, la signature d'une nouvelle convention en mars 2008. Un an après, le patronat a-t-il compris que les ouvrières-ers sont déterminés à répondre à ses provocations? Rien n'est moins sûr.

En juin 2009, une assemblée des délégué-e-s de la maçonnerie d'Unia fixait ses revendications,

La success story d'un avion-école

Les citoyen-ne-s suisses auront l'occasion d'accepter ou de refuser, le 29 novembre 2009, l'initiative populaire pour l'interdiction d'exporter du matériel de guerre. La droite ne manquera pas de mentionner la nécessité de conserver des places de travail et un certain savoir-faire industriel. Ce débat est l'occasion de rappeler, à travers un cas d'école, le coût politique engendré par la bonne marche de notre industrie d'armement.

DE RÉUSSITE EN RÉUSSITE

Après un développement de plusieurs années, le premier exemplaire de série du Pilatus PC-7 fit son vol inaugural le 18

août 1978. Cet avion-école pouvait atteindre une vitesse de 460 km/h et était capable d'emporter une charge de plusieurs centaines de kilos répartis sur six points d'attache fixés sous les ailes. L'inoffensif appareil présenté dans les publications du constructeur allait aussi correspondre à un autre segment du marché de l'armement mondial. À la fin des années 1970, bien des États du Tiers-monde, ravagés par des guerres civiles, ressentaient le besoin d'un appareil peu coûteux adapté à des missions d'attaque légère. Le PC-7 connut ainsi un succès foudroyant à l'exportation, et l'on retrouva bien vite notre fleuron national bombardier des villages

amérindiens au Guatemala en 1982, appuyer l'armée mexicaine au Chiapas en 1994, patrouiller le front durant la guerre Iran-Irak, et servir de monture aux mercenaires d'*Executive Outcomes*, engagés par le gouvernement anglais afin de lutter contre l'UNITA, en 1993. Le Tchad en reçut deux, dont l'un fut utilisé en décembre 2007 contre l'opposition armée au régime d'Idriss Déby.

L'évocation des dommages collatéraux de cette *success story* économique helvétique amène une question qui mérite d'être posée: combien de vies humaines vaut une place de travail en Suisse?

Adrien Fontanellaz

HISTOIRE

L'histoire à la sauce apocalyptique

Le moins que l'on puisse dire au sujet d'*Apocalypse*, le nouveau documentaire événement sur la Seconde Guerre mondiale, c'est qu'il a bien su gérer sa promo. «50% d'images inédites», «aborder l'histoire d'une manière nouvelle», «la [guerre] à travers le regard de ceux qui l'ont vécue: autant les soldats sur les champs de bataille ou les civils en fuite que les grands chefs». Le programme était alléchant... Quelle déception! Car en réalité, cette série véhicule avec de nouveaux moyens (son 5.1, colorisation), une histoire vieillotte, voire conservatrice.

L'histoire de celles et ceux qui ont vécu la guerre? L'immense majorité d'*Apocalypse* est consacrée à l'histoire militaire et diplomatique centrée sur les grandes figures. Quand la série daigne s'intéresser aux populations civiles, c'est sur le registre du pathos: corps décharnés, visages déformés par la tristesse et la douleur, populations jetées sur les routes. Les témoignages de civils sont rarement exploités voire complètement absents de certains épisodes.

HITLER, CE HÉROS

Cette histoire par le haut constitue le fil rouge de la série qui privilégie la personnalisation au service du sensationnalisme. C'est une nouvelle fois vrai lorsqu'elle traite de l'origine et la responsabilité des crimes nazis. Ayant besoin de méchants identifiables – Hitler et ses principaux dignitaires – elle leur donne une importance disproportionnée dans les décisions aboutissant à la mise en place d'un système d'extermination. Ainsi, on apprend que c'est suite à une exécution qui aurait sali le manteau de Himmler que celui-ci exige l'arrêt des fusillades de masse – la «Shoah par balles» – et la recherche de solutions plus propres, au premier rang desquelles les chambres à gaz. Or la série passe sous silence



United States Holocaust Memorial

les raisons essentielles de la recherche de solutions alternatives: les exécutions étaient trop voyantes et les soldats qui en avaient la charge étaient sur le point de craquer psychologiquement. Parallèlement, la série diminue le rôle joué par les autres organismes, notamment la *Wehrmacht*, dans un passage qui frôle la manipulation de sources. Cette focalisation sur les grandes figures du régime, notamment Hitler, véhicule cette idée dangereuse que le nazisme ne fut qu'un «accident» de l'histoire imputable au caractère exceptionnel de son chef et non pas le produit de certaines conditions sociales, économiques et politiques. Et en tant qu'accident, évidemment, il ne peut pas resurgir sous une forme ou une autre...

APRÈS APOCALYPSE, NUL SALUT?

Il faut prendre *Apocalypse* pour ce qu'il est: un *blockbluster* documentaire. Comme tout *blockbluster*, il en met plein les yeux, mais, comme tout *blockbluster*, il donne une vision simplificatrice des événements. En revanche, ce qu'*Apocalypse* n'est pas, c'est le summum de la recherche historique sur la Seconde Guerre mondiale... et il est dangereux qu'il nous ait été vendu comme tel.

Julien Wicki

Un juif ukrainien sur le point d'être exécuté en 1942 par un membre des Einsatzgruppen. Ces commandos, dès l'invasion de l'URSS, s'en prennent particulièrement aux Juifs de l'Est. Les exécutions atteindront une telle ampleur que l'on parlera ensuite de «Shoah par balles».

LE POING



La pédophilie n'augmente pas. Mais s'acharner sur les pédophiles au mépris du droit d'un condamné à se réinsérer normalement après avoir purgé sa peine, ça paie. En revanche, la défense d'un droit minimal à une deuxième chance vous fait presque passer pour un-e criminel-le. La nouvelle initiative de la Marche blanche demande des interdictions professionnelles pour les pédophiles, en plus des peines. Comme ça, on saura encore pendant longtemps que vous avez commis un délit et toute réinsertion sera définitivement impossible. Ce qui est triste, c'est que **Carlo Sommaruga** ait déposé une motion allant dans le même sens...

LA ROSE



La crise ne profite pas à la social-démocratie, dit-on. Et lorsqu'elle remporte une élection, comme en Grèce récemment, les médias d'ordinaire peu férus d'actualité hellénique ne tardent pas à nous enseigner que ça ne change rien: les socialistes ont gagné en canalisant le mécontentement face aux conservateurs bien plus qu'en remportant une adhésion sur des projets. N'empêche: de nombreuses autres gauches n'y sont pas parvenues. Nous jugerons le **Parti socialiste panhellénique** (PASOK) sur ses actes. Mais ne nous laissons pas gâcher le plaisir d'une belle victoire.



L'«Ogre» est au ciel

JAB

CH-1450 Sainte-Croix

Adresse de renvoi : Pages de gauche
Case postale 7126, 1002 Lausanne

SALLE DES PAS PERDUS

Combien de faces Merz perdra-t-il encore?

Le 20 août, Hans-Rudolf Merz signe un accord avec le régime libyen. Il «perdra la face» si les otages suisses ne sont pas revenus le 1^{er} septembre. Le 1^{er} septembre, pas d'otages. Le 20 octobre est la «deuxième date butoir» pour leur retour. Le 19, une délégation suisse arrive en Libye. Le 20, l'avion revient – sans otages.

L'«affaire» libyenne est une farce révélatrice de la petitesse d'un pays qui a élevé la médiocrité au rang de vertu politique, fait de l'*Alleingang* un gage de survie et de l'impéritie gouvernementale un moteur de sa croissance. Et si la Suisse réagissait comme un État constitutionnel? Lorsqu'un président se ridiculise et «perd la face» à deux reprises, il faut tirer les conséquences dont M. Merz parlait en août. Une démission serait un premier signe de courage politique du banquier appenzellois devenu pantin gouvernemental.

AT

EN BREF

Socialisme minimum

Le PSS s'est décidé. Il lance deux initiatives: pour des salaires renouvelables et contre la sous-enchère énergétique. Tout un programme. Ou deux.

Lutte des classes

Fulvio Pelli, président du PLR a déclaré: «notre principal adversaire, c'est le parti socialiste». L'extrême gauche demande son rattachement au PLR.

Presse

Un mensuel romand socialiste et indépendant lance une nouvelle formule réduite de moitié: il n'imprime plus que les pages de gauche.

Transports

L'UDC-Vaud s'oppose à la troisième voie CFF entre Genève et Lausanne, qui n'est qu'une invention pour que la racaille du MCG débarque à Lausanne.

Cuisine

Le grand chef qui a fait chasser le syndicat Unia de son restaurant se justifie: «j'ai eu peur, j'ai cru que c'était le service d'hygiène».

Couchepinade

Le grand Pascal propose de fermer 200 hôpitaux en Suisse. On connaît autre chose qu'il aurait dû fermer depuis longtemps sur le dossier de la santé...

Modération

Selon Beat Kappeler, Joseph Ratzinger est un pape moderne et modéré. S'il se considère lui-même comme un libéral moderne et modéré, la comparaison se tient.

Prix

Attribution des prix Nobel 2009: trop tôt pour Obama, trop tard pour Chessex.

Rectificatif

Roger Nordmann nous fait savoir que ses propos concernant les excroissances de l'extrême gauche concernaient les élections à Genève et non les positions fiscales du PS genevois.